

# **Retrait du CPE et du CNE**

*Les organisations syndicales nationales de la recherche et de l'enseignement supérieur appellent tous les personnels titulaires et non-titulaires à participer massivement à la journée nationale du Mardi 7 mars, pour exiger le retrait du CPE et du CNE, et refuser la précarisation de l'emploi dans le public comme dans le privé.*

## **Tous dans l'action Mardi 7 Mars**

**Organisations syndicales signataires :** UNEF, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, FERC-Sup-CGT, INRA-CGT, CGT-CIRAD, CGT-IFREMER, SGEN-CFDT-INSERM, STREM-SGEN-CFDT, CFDT-CEA, Sup'Recherche-UNSA, A&I-UNSA et SNPTES-UNSA, SUD-Recherche-EPST, SUD-Etudiant, SUD-Ifremer, SNIRS-CGC, **CFDT-INRA....**

*Paris, le 13 février 2006*

## **Appel des organisations étudiante et lycéenne et des organisations syndicales de salariés : UNEF, UNL, CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC, FSU, UNSA**

Les manifestations unitaires du 7 février ont constitué une première étape importante. Les organisations syndicales réaffirment leur volonté commune de poursuivre la mobilisation pour obtenir le retrait pur et simple du CPE.

Ce contrat constitue une discrimination forte à l'égard de la jeunesse qu'il condamne à la précarité.

Se rajoutant au Contrat Nouvelles Embauches à destination des salariés de toutes générations dans les entreprises de moins de 20 salariés, il annonce une fragilisation du contrat de travail de tous les salariés.

Le gouvernement confirme sa volonté de passer en force. Il donne des raisons supplémentaires pour développer les mobilisations.

Les organisations syndicales mettront tout en œuvre localement pour la réussite des actions décidées par les organisations de jeunes. Les premières d'entre elles sont fixées pour les 14 et 16 février.

**Elles décident d'une grande journée nationale de mobilisation des jeunes et des salariés Mardi 7 Mars, elles appellent leurs structures locales à organiser des manifestations communes.**

*Vendredi 10 février 2006.*

***Les organisations Union Syndicale Solidaires, Confédération Etudiante, Sud étudiant et Fidl s'associent à cet appel.***